

Estimation des coûts d'une proposition faite en campagne électorale

Date de publication : 2019-10-11

Titre abrégé : Élimination de la déduction pour option d'achat d'actions accordée à des employés

Description : Élimination de la déduction pour option d'achat d'actions accordée à des employés. À l'heure actuelle, les particuliers peuvent déduire de leur revenu 50 % des gains réalisés grâce à l'exercice d'options d'achat d'actions qui leur ont été accordées à titre d'employés.

Cet estimé tient compte d'une augmentation du dernier palier d'imposition sur le revenu des particuliers de 33 % à 35 %.

Ligne(s) d'exploitation : Impôt sur le revenu des particuliers

Sources des données :	<u>Variable</u>	<u>Source</u>
	Nombre de demandes de déduction et montant moyen de la déduction	Agence du revenu du Canada (ARC)
	Nombre d'années avant l'exercice de l'option	Capital IQ ¹
	Croissance du revenu d'emploi; croissance démographique	Base de référence utilisée par le DPB pour établir les coûts des propositions faites en campagne électorale

Estimation et méthode de projection : Le coût de l'élimination complète de la déduction fiscale a été calculé en fonction des données historiques de la période de 2006 à 2017 concernant le nombre des demandeurs et le montant moyen de la déduction. On a supposé qu'une clause des droits acquis protégerait les actions accordées avant le 1^{er} avril 2020 dans le cadre d'un régime d'octroi d'options d'achat d'actions.

Des données historiques pour la période de 2014 à 2018 provenant de Capital IQ ont été utilisées pour modéliser l'échéancier selon lequel les particuliers exercent leurs options et font l'acquisition d'actions. Une distribution triangulaire a été employée pour approximer cet échéancier. Cette distribution indique que la plupart des gens exercent leurs options dans un délai de cinq ans, mais que certains attendent jusqu'à dix ans.

¹ Les énoncés, constatations, résultats, conclusions, avis et opinions exprimés dans cette analyse reposent en partie sur des données obtenues de S&P Global Market Intelligence (tous droits réservés), et n'engagent pas cette dernière ni ses sociétés auxiliaires ou affiliées.

La croissance de la rémunération et la croissance démographique selon la base de référence qu'emploie le DPB ont été utilisées pour projeter la déduction moyenne et le nombre de demandeurs.

Évaluation de
l'incertitude :

L'évaluation comporte un degré d'incertitude modéré. Les données de Capital IQ qui ont été utilisées ne rendent compte que des options d'achat d'actions des cadres supérieurs d'entreprises publiques. Par conséquent, cet échantillon n'est pas nécessairement représentatif de la population d'employés qui se voit accorder des options d'achat d'actions. L'estimation est sensible aux fluctuations économiques, lesquelles ne sont pas modélisées. Aucune réaction comportementale n'a été modélisée.

Coûts de la mesure proposée

Millions de \$	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024	2024-2025	2025-2026	2026-2027	2027-2028	2028-2029
Coût total	-	-46	-140	-283	-439	-583	-712	-828	-927	-1 009

Renseignements supplémentaires

	Description	Ligne d'exploitation	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024	2024-2025	2025-2026	2026-2027	2027-2028	2028-2029
Coût	Coût avec un taux d'imposition de 33 % pour la tranche supérieure de l'impôt sur le revenu des particuliers	Impôt sur le revenu des particuliers	-	-43	-131	-265	-412	-546	-668	-776	-869	-946
Effets d'interaction	Augmentation du dernier palier d'imposition du revenu des particulier à 35 %	Impôt sur le revenu des particuliers	-	-3	-9	-18	-27	-36	-45	-52	-58	-63
Coût total			-	-46	-140	-283	-439	-583	-712	-828	-927	-1 009

Notes :

Les estimations sont présentées selon la méthode de la comptabilité d'exercice, telles qu'elles figureraient dans le budget et les comptes publics.

Les chiffres positifs diminuent le solde budgétaire; les chiffres négatifs l'augmentent.

« - » = Le DPB ne prévoit pas de coût financier.